|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | CBD |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | | Distr.  GÉNÉRALE  CBD/ExCOP/2/3  27 novembre 2020  FRANÇAIS  ORIGINAL: ANGLAIS |

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Deuxième réunion extraordinaire

Montréal (en ligne), 16-19 novembre 2020 et

25-27 novembre 2020 (reprise de session)

**RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR SA DEUXIÈME RÉUNION EXTRAORDINAIRE**

**Table des matières**

[I. Décision adoptée par la conférence des parties à la convention sur la diversité biologique lors de sa deuxième réunion extraordinaire 2](#_Toc57972490)

[II. Compte rendu des travaux 1](#_Toc57972495)5

[Point 1. Ouverture de la réunion 1](#_Toc57972496)6

[Point 2. Questions d’organisation 1](#_Toc57972497)6

[Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties 1](#_Toc57972498)6

[Item 4. Propoposition de budget intérimaire pour 2021 1](#_Toc57972499)7

[Item 5. Adoption du rapport 1](#_Toc57972500)7

[Item 6. Cloture de la réunion 1](#_Toc57972501)7

# DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE LORS DE SA DEUXIÈME RÉUNION EXTRAORDINAIRE

## EM-2/1. Budget intérimaire pour le programme de travail de la Convention sur la diversité biologique, pour l'année 2021

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* sa décision [14/37](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-14/cop-14-dec-37-fr.pdf), dans laquelle elle a approuvé le budget pour l'exercice biennal 2019-2020, et a demandé à la Secrétaire exécutive d'élaborer des propositions pour le budget de l'exercice biennal 2021-2022,

*Tenant compte* du fait que la quinzième réunion de la Conférence des Parties a été reportée à 2021 en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19,

*Soulignant,* par conséquent, la nécessité de prendre des dispositions pour permettre la poursuite du fonctionnement des organes et des processus de la Convention, y compris son secrétariat et les réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties tendant à ce que, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget intérimaire pour 2021 selon des modalités convenues,

*Rappelant* sa décision 14/37, tableau 1b, dans laquelle deux (2) réunions du groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ont été incluses dans le budget de base, toute réunion supplémentaire devant se tenir sous réserve de la disponibilité des ressources, et notant que l'organisation de la deuxième réunion du groupe de travail à Rome, en février 2020, en raison de la COVID-19, a des conséquences sur le financement d'une troisième réunion du groupe de travail,

*Tenant compte* de la note de la Secrétaire exécutive[[1]](#footnote-2),

*Reconnaissant* le caractère exceptionnel des circonstances découlant de la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties qui font face à ses conséquences humaines et économiques,

1. *Confirme* que la présente décision complète la décision 14/37, qui reste en vigueur jusqu'à la prochaine réunion ordinaire de la Conférence des Parties, et que ses dispositions s'appliqueront également pour l'année 2021, sauf disposition contraire de la présente décision ;

2*. Décide* de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, ou, dans le cas où la quinzième réunion de la Conférence des Parties ne se tiendrait pas en 2021, jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, la validité des fonds alloués dans le budget 2019-2020 associés aux coûts des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires qui sont reportées de l'exercice biennal 2019-2020 et autorise le report de ces fonds, estimés à 2 815 653 dollars des États-Unis à dépenser en 2021 aux fins indiquées dans le tableau 1 ci-dessous ;

3. *Approuve*, à titre exceptionnel, un budget-programme de base pour la Convention pour un montant de 12 411 743 dollars des États-Unis pour l'année 2021, représentant 74 % du budget intérimaire intégré de 16 772 626 dollars des États-Unis pour l'année 2021, aux fins indiquées dans les tableaux 2a et 2b ci-dessous ;

4. *Décide* de partager tous les coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya selon un ratio de 74:15:11 pour l'année 2021 ;

5. *Exprime* sa gratitude au Gouvernement du Canada en tant que pays hôte pour son soutien renouvelé au secrétariat, et se félicite de la contribution de 2 072 000 dollars canadiens pour l'année 2021 du pays hôte et de la province de Québec pour la location et les coûts associés du secrétariat à Montréal, à répartir selon un ratio de 74:15:11 et pour compenser les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, pour l'année 2021 ;

6. *Adopte* le barème des quotes-parts aux fins de la répartition des dépenses pour 2021, conformément au barème des quotes-parts actuel des Nations Unies, tel qu'il figure dans les tableaux 4 ci-dessous ;

7. *Adopte* également le tableau des effectifs (tableau 3) du secrétariat pour l'année 2021, devant être utilisé à des fins d'évaluation des coûts pour établir le budget global ;

8. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de fournir des informations pertinentes en vue d'un examen du poste de Secrétaire exécutive adjointe de la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion, pour considération dans le contexte des besoins globaux en personnel du secrétariat ;

9. *Autorise* la Secrétaire exécutive à engager des dépenses jusqu'à concurrence du budget approuvé, en utilisant les ressources de trésorerie disponibles, y compris les soldes non dépensés, les contributions des exercices financiers précédents et les recettes accessoires, conformément aux décisions de la Conférence des Parties et au Règlement financier et aux règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement ;

10. *Autorise* également la Secrétaire exécutive à transférer les ressources des programmes vers chacune des principales lignes de crédit figurant dans le tableau 2b ci-dessous jusqu'à un total de 15 pour cent du budget total du programme, à condition qu'une autre limite de 25 pour cent au maximum de chacune de ces lignes de crédit s'applique;

11. *Reconnaît* les circonstances extraordinaires liées à la pandémie et convient, à titre exceptionnel, de déroger à la note de bas de page 4 du tableau 1b de la décision 14/37 et d'autoriser l'utilisation d'un montant maximum de 395 500 dollars provenant des réserves pour la troisième réunion du groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 afin de soutenir la mise en place de celui-ci si un financement volontaire ne peut être trouvé d'ici le 31 décembre 2020 ;

12. Demande à la Secrétaire exécutive de poursuivre activement les appels à contributions volontaires jusqu'à cette date ;

13. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions aux budgets des programmes de base (BY, BG et BB) sont dues au 1er janvier de l'année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées et à les payer rapidement, et demande à ce que les Parties soient notifiées du montant de leurs contributions le plus tôt possible au cours de l'année précédant celle où les contributions sont dues ;

14. *Note avec préoccupation* qu'un certain nombre de Parties n'ont pas payé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2020 et les années précédentes, y compris les Parties qui n'ont jamais payé leurs contributions, et souligne l'urgence pour le secrétariat de réaliser des économies et de trouver des fonds pour mener à bien ses opérations dans des circonstances incertaines ;

15. *Note* que les fonds d'affectation spéciale de la Convention et de ses protocoles (BY, BG et BB) devraient être prorogés pour une période de deux ans commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2023, et prie le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de demander à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement d'approuver leur prorogation ;

16. *Note* que les fonds d'affectation spéciale volontaires (BE, BZ, VB) de la Convention et de ses protocoles devraient être prorogés pour une période de quatre ans commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2025, et prie le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de demander à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement d'approuver leur prorogation ;

17. *Affirme* que la présente décision est sans préjudice des autres décisions qui seront prises par la Conférence des parties à sa quinzième réunion, et convient d'examiner, à sa prochaine réunion ordinaire, les modalités de suivi des décisions budgétaires pendant la période intersessions ;

18. *Demande* à la Secrétaire exécutive :

* 1. De tenir compte de la présente décision lors de l'élaboration des propositions budgétaires pour l'exercice 2021-2022, conformément au paragraphe 48 de la décision 14/37 ;
  2. D'élaborer également des propositions budgétaires pour la période 2021-2023, en attendant une décision de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya concernant les dates de leurs seizième, onzième et cinquième réunions, respectivement.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tableau 1**  **Budget intégré relatif aux fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles pour 2019-2020** | | | | |
| ***Poste de dépense (Milliers de dollars des États-Unis)*** | ***Budget total approuvé*** | ***Estimation des dépenses totales (1er janvier 2019-31 décembre 2020))*** | ***Estimation des reports*** | ***Variance*** |
| A. Dépenses de personnel | 23 080,5 | 20 100,0 |  | 2 980,5 |
| B. Réunion du Bureau | 365,0 | 200,0 | 165,0 |  |
| C. Voyages en mission | 800,0 | 559,6 |  | 240,4 |
| D. Consultants/sous-traitants | 100,0 | 100,0 |  |  |
| E. Matériel de sensibilisation du public/communications | 100,0 | 100,0 |  |  |
| F. Assistance temporaire/heures supplémentaires | 200,0 | 200,0 |  |  |
| G. Formation | 10,0 | 10,0 |  |  |
| H. Traduction du site Internet du Centre d’échange/projets du site Internet | 130,0 | 130,0 |  |  |
| I. Réunions1 | 3 688,0 | 845,8 | 2 842,2 |  |
| J. Réunion d’experts | 320,0 | 83,7 | 150,0 | 86,3 |
| K. Réunions extraordinaires concernant l'après-2022 | 1 310,0 | 1 100,0 | 210,0 |  |
| L. Loyer et dépenses connexes | 2 652,9 | 2 652,9 |  |  |
| M. Frais généraux de fonctionnement | 1 453,2 | 1 453,2 |  |  |
| **Sous-total (I)** | **34 209,6** | **27 532,2** | **3 367,2** | **3 307,2** |
| **II. Dépenses d’appui au programme (13%)** | 4 447,2 | 3 579,6 | 437,7 | 429,9 |
| **Sous-total (I + II)** | **38 656,8** | **31 114,8** | **3 804,9** | **3 737,1** |
| **III. Réserve de trésorerie** | 187,3 | 187,3 |  |  |
| **Total (I + II + II)** | **38 844,1** | **31 302,1** | **3 804,9** | **3 737,1** |
| **Part de la Convention (74%)** |  |  | **2 815,6** |  |

1/ Réunions à financer sur le report

- Vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

- Troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

- Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention / Dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena / Quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya tenues simultanément.

- Sessions virtuelles spéciales pour la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

-Réunion informelle virtuelle de deux jours de pré-session (septembre 2020)

- Réunion virtuelle de 6 jours de pré-session pour la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

- Réunion virtuelle de 6 jours de pré-session pour la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

- Ainsi que toute réunion supplémentaire de pré-session de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et techniques et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application qui pourrait être décidée

2/ Une réunion extraordinaire sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 à financer grâce au report de la ligne K

**Tableau 2a**

|  |  |
| --- | --- |
| **Budget intérimaire intégré relatif aux fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles pour 2021** | |
| *Poste de dépense* | *2021*  *(Milliers de dollars des États-Unis)* |
| A. Dépenses de personnel | 11 936,80 |
| B. Réunion du Bureau | 0,00 |
| C. Voyages en mission | 275,00 |
| D. Consultants/sous-traitants | 50,00 |
| E. Matériel de sensibilisation du public/communications | 50,00 |
| F. Assistance temporaire/heures supplémentaires | 100,00 |
| G. Formation | 5,00 |
| H. Traduction du site Internet du Centre d’échange/projets du site Internet | 65,00 |
| I. Réunions1 | 271,80 |
| J. Réunion d’experts | 0,00 |
| K. Réunions extraordinaires concernant l'après-2022 | 350,00 |
| L. Loyer et dépenses connexes | 1 358,20 |
| M. Frais généraux de fonctionnement | 726,60 |
| **Sous-total (I)** | **15 188,40** |
| **II, Dépenses d’appui au programme (13%)** | 1 974,49 |
| **Sous-total (I + II)** | **17 162,89** |
| **III. Réserve de trésorerie** | **(390,27)** |
| **Total (I + II + II)** | **16 772,63** |
| **Part de la Convention (74%)** | 12 411,74 |
| Moins : Contribution du pays d'accueil | (1 135,75) |
| Moins : Utilisation des réserves pour les réunions extraordinaires | (292,67) |
| **Total net (montant à partager entre les parties)** | **10 983,32** |
|  |  |

1/ Réunions à financer sur le budget intérimaire pour 2021 en complément du report selon le tableau 1 ci-dessus

- Vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

- Troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

- Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention / Dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena / Quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya tenues simultanément.

- Sessions virtuelles spéciales pour la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

- Réunion informelle virtuelle de deux jours de pré-session (septembre 2020)

- Réunion virtuelle de 6 jours de pré-session pour la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

- Réunion virtuelle de 6 jours de pré-session pour la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application

- Ainsi que toute réunion supplémentaire de pré-session de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques et techniques et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application qui pourrait être décidée

2/ Une réunion extraordinaire sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

**Tableau 2b  
Exigences en matière de ressources pour chaque division au titre des budgets de base intégrés pour l'année 2021***(Milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *2021* |
| **I. Programmes :** |  |
| Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 404,4 |
| Protocoles APA et BS | 2 283,4 |
| Division de la science, de la société et de l'avenir durable | 3 316,75 |
| Division du soutien à la mise en œuvre | 4 262,15 |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 2 921,7 |
| **Sous-total** | **15 188,40** |
| Frais de soutien au programme | 1 974,49 |
| **III. Réserve de trésorerie** | (390,27) |
| **Total** | **16 772,63** |
| Part de la Convention dans le budget intégré (74%) | 12 411,74 |
| Moins : Contribution du pays d'accueil | (1 135,75) |
| Moins : Utilisation de la réserve pour une réunion extraordinaire | (292,67) |
| **Montant net à partager entre les Parties** | **10 983,32** |

**Tableau 3**

**Besoins en personnel du Secrétariat à partir des budgets de base de la Convention et de ses Protocoles 2021**

|  |  |
| --- | --- |
| *Niveau et catégorie* | *Proposé 2021* |
| **Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur** |  |
| ASG | 1 |
| D-1 | 3 |
| P-5 | 10 |
| P-4 | 12 |
| P-3 | 14 |
| P-2/1 | 9 |
| **Sous-total** | **49** |
| **Services généraux** | 29 |
| **Total** | **78** |

**Tableau 4**

**Contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Afghanistan | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Albanie | 0.008 | 0.010 | 1 099 |
| Algérie | 0.138 | 0.173 | 18 950 |
| Andorre | 0.005 | 0.006 | 687 |
| Angola | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Argentine | 0.915 | 1.144 | 125 644 |
| Arménie | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Australie | 2.210 | 2.763 | 303 469 |
| Autriche | 0.677 | 0.846 | 92 963 |
| Azerbaïdjan | 0.049 | 0.061 | 6 728 |
| Bahamas | 0.018 | 0.023 | 2 472 |
| Bahreïn | 0.050 | 0.063 | 6 866 |
| Bangladesh | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Barbade | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Biélorussie | 0.049 | 0.061 | 6 728 |
| Belgique | 0.821 | 1.026 | 112 737 |
| Belize | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Bénin | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Bhoutan | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0.016 | 0.020 | 2 197 |
| Bosnie-Herzégovine | 0.012 | 0.015 | 1 648 |
| Botswana | 0.014 | 0.018 | 1 922 |
| Brésil | 2.948 | 3.686 | 404 808 |
| Brunei Darussalam | 0.025 | 0.031 | 3 433 |
| Bulgarie | 0.046 | 0.058 | 6 317 |
| Burkina Faso | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Burundi | 0.001 | 0.001 | 137 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Cap-Vert | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Cambodge | 0.006 | 0.008 | 824 |
| Cameroun | 0.013 | 0.016 | 1 785 |
| Canada | 2.734 | 3.418 | 375 422 |
| République centrafricaine | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Tchad | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Chili | 0.407 | 0.509 | 55 888 |
| Chine | 12.005 | 15.009 | 1 648 481 |
| Colombie | 0.288 | 0.360 | 39 547 |
| Comores | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Congo | 0.006 | 0.008 | 824 |
| Îles Cook | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Costa Rica | 0.062 | 0.078 | 8 514 |
| Côte d'Ivoire | 0.013 | 0.016 | 1 785 |
| Croatie | 0.077 | 0.096 | 10 573 |
| Cuba | 0.080 | 0.100 | 10 985 |
| Chypre | 0.036 | 0.045 | 4 943 |
| Tchéquie | 0.311 | 0.389 | 42 705 |
| République populaire démocratique de Corée | 0.006 | 0.008 | 824 |
| République démocratique du Congo | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Danemark | 0.554 | 0.693 | 76 073 |
| Djibouti | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Dominique | 0.001 | 0.001 | 137 |
| République dominicaine | 0.053 | 0.066 | 7 278 |
| Équateur | 0.080 | 0.100 | 10 985 |
| Égypte | 0.186 | 0.233 | 25 541 |
| Salvador | 0.012 | 0.015 | 1 648 |
| Guinée équatoriale | 0.016 | 0.010 | 1 098 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Érythrée | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Estonie | 0.039 | 0.049 | 5 355 |
| Eswatini | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Éthiopie | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Union européenne |  | 2.500 | 274 583 |
| Fidji | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Finlande | 0.421 | 0.526 | 57 810 |
| France | 4.427 | 5.535 | 607 899 |
| Gabon | 0.015 | 0.019 | 2 060 |
| Gambie | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Géorgie | 0.008 | 0.010 | 1 099 |
| Allemagne | 6.090 | 7.614 | 836 255 |
| Ghana | 0.015 | 0.019 | 2 060 |
| Grèce | 0.366 | 0.458 | 50 258 |
| Grenade | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Guatemala | 0.036 | 0.045 | 4 943 |
| Guinée | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Guinée-Bissau | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Guyane | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Haïti | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Honduras | 0.009 | 0.011 | 1 236 |
| Hongrie | 0.206 | 0.258 | 28 287 |
| Islande | 0.028 | 0.035 | 3 845 |
| Inde | 0.834 | 1.043 | 114 522 |
| Indonésie | 0.543 | 0.679 | 74 563 |
| Iran (République islamique d') | 0.398 | 0.498 | 54 652 |
| Irak | 0.129 | 0.161 | 17 714 |
| Irlande | 0.371 | 0.464 | 50 944 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Israël | 0.490 | 0.613 | 67 285 |
| Italie | 3.307 | 4.134 | 454 105 |
| Jamaïque | 0.008 | 0.010 | 1 099 |
| Japon | 8.564 | 10.707 | 1 175 976 |
| Jordanie | 0.021 | 0.026 | 2 884 |
| Kazakhstan | 0.178 | 0.223 | 24 442 |
| Kenya | 0.024 | 0.030 | 3 296 |
| Kiribati | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Koweït | 0.252 | 0.315 | 34 604 |
| Kirghizistan | 0.002 | 0.003 | 275 |
| République démocratique populaire lao | 0.005 | 0.006 | 687 |
| Lettonie | 0.047 | 0.059 | 6 454 |
| Liban | 0.047 | 0.059 | 6 454 |
| Lesotho | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Liberia | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Libye | 0.030 | 0.038 | 4 119 |
| Liechtenstein | 0.009 | 0.011 | 1 236 |
| Lituanie | 0.071 | 0.089 | 9 749 |
| Luxembourg | 0.067 | 0.084 | 9 200 |
| Madagascar | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Malawi | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Malaisie | 0.341 | 0.426 | 46 825 |
| Maldives | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Mali | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Malte | 0.017 | 0.021 | 2 334 |
| Îles Marshall | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Mauritanie | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Maurice | 0.011 | 0.014 | 1 510 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Mexique | 1.292 | 1.615 | 177 412 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Monaco | 0.011 | 0.014 | 1 510 |
| Mongolie | 0.005 | 0.006 | 687 |
| Monténégro | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Maroc | 0.055 | 0.069 | 7 552 |
| Mozambique | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Myanmar | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Namibie | 0.009 | 0.011 | 1 236 |
| Nauru | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Népal | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Pays-Bas | 1.356 | 1.695 | 186 201 |
| Nouvelle-Zélande | 0.291 | 0.364 | 39 959 |
| Nicaragua | 0.005 | 0.006 | 687 |
| Niger | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Nigeria | 0.250 | 0.313 | 34 329 |
| Niue | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Macédoine du Nord | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Norvège | 0.754 | 0.943 | 103 536 |
| Oman | 0.115 | 0.144 | 15 791 |
| Pakistan | 0.115 | 0.144 | 15 791 |
| Palau | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Panama | 0.045 | 0.056 | 6 179 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0.010 | 0.013 | 1 373 |
| Paraguay | 0.016 | 0.020 | 2 197 |
| Pérou | 0.152 | 0.190 | 20 872 |
| Philippines | 0.205 | 0.256 | 28 150 |
| Pologne | 0.802 | 1.003 | 110 128 |
| Portugal | 0.350 | 0.438 | 48 061 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Rwanda | 0.282 | 0.353 | 38 723 |
| Saint-Christophe-et-Nevis | 2.267 | 2.834 | 311 296 |
| Sainte-Lucie | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Saint Vincent et les Grenadines | 0.198 | 0.248 | 27 189 |
| Samoa | 2.405 | 3.007 | 330 245 |
| Saint-Marin | 0.003 | 0.004 | 412 |
| Sao Tomé et Principe | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Arabie Saoudite | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Sénégal | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Serbie | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Seychelles | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Sierra Leone | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Singapour | 1.172 | 1.465 | 160 935 |
| Slovaquie | 0.007 | 0.009 | 961 |
| Slovénie | 0.028 | 0.035 | 3 845 |
| Îles Salomon | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Somalie | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Afrique du Sud | 0.485 | 0.606 | 66 598 |
| Sud-Soudan | 0.153 | 0.191 | 21 009 |
| Espagne | 0.076 | 0.095 | 10 436 |
| Sri Lanka | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Palestine | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Soudan | 0.272 | 0.340 | 37 350 |
| Rwanda | 0.006 | 0.008 | 824 |
| Saint-Christophe-et-Nevis | 2.146 | 2.683 | 294 681 |
| Sainte-Lucie | 0.044 | 0.055 | 6 042 |
| Saint Vincent et les Grenadines | 0.008 | 0.010 | 1 099 |
| Samoa | 0.010 | 0.010 | 1 098 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts** | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2021** |
| Suriname | 0.005 | 0.006 | 687 |
| Suède | 0.906 | 1.133 | 124 408 |
| Suisse | 1.151 | 1.439 | 158 051 |
| République arabe syrienne | 0.011 | 0.014 | 1 510 |
| Tadjikistan | 0.004 | 0.005 | 549 |
| Thaïlande | 0.307 | 0.384 | 42 156 |
| Timor-Leste | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Togo | 0.002 | 0.003 | 275 |
| Tonga | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Trinité-et-Tobago | 0.040 | 0.050 | 5 493 |
| Tunisie | 0.025 | 0.031 | 3 433 |
| Turquie | 1.371 | 1.714 | 188 260 |
| Turkménistan | 0.033 | 0.041 | 4 531 |
| Tuvalu | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Ouganda | 0.008 | 0.010 | 1 099 |
| Ukraine | 0.057 | 0.071 | 7 827 |
| Émirats arabes unis | 0.616 | 0.770 | 84 587 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4.567 | 5.710 | 627 123 |
| République-Unie de Tanzanie | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Uruguay | 0.087 | 0.109 | 11 947 |
| Ouzbékistan | 0.032 | 0.040 | 4 394 |
| Vanuatu | 0.001 | 0.001 | 137 |
| Venezuela | 0.728 | 0.910 | 99 966 |
| Viêt Nam | 0.077 | 0.096 | 10 573 |
| Yémen | 0.010 | 0.010 | 1 098 |
| Zambie | 0.009 | 0.011 | 1 236 |
| Zimbabwe | 0.005 | 0.006 | 687 |
| **Total** | **78.010** | **100.000** | **10 983 320** |

# COMPTE RENDU DES TRAVAUX

1. La deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention s'est tenue en parallèle de la première réunion extraordinaire des Parties au Protocole de Cartagena et de la première réunion extraordinaire des Parties au Protocole de Nagoya, comme suite au soutien exprimé par les Parties et notifié par le secrétariat le 10 septembre 2020 (notification-2020-073), afin d'examiner et d'adopter un budget intérimaire pour le programme de travail de 2021.
2. Un total de 567 participants représentant 136 Parties à la Convention étaient inscrits à la réunion. Les Parties représentées étaient les suivantes :

Albanie

Algérie

Antigua-et-Barbuda

Argentine

Australie

Autriche

Bahamas

Bahreïn

Bangladesh

Biélorussie

Belgique

Belize

Bénin

Bhoutan

Bosnie-Herzégovine

Brésil

Brunei Darussalam

Bulgarie

Burkina Faso

Burundi

Cambodge

Cameroun

Canada

République centrafricaine

Tchad

Chili

Chine

Colombie

Comores

Congo

Costa Rica

Côte d'Ivoire

Croatie

Cuba

Tchéquie

République démocratique du Congo

Danemark

Djibouti

République dominicaine

Équateur

Égypte

Guinée équatoriale

Estonie

Eswatini

Éthiopie

Union européenne

Finlande

France

Gambie

Géorgie

Allemagne

Ghana

Grèce

Grenade

Guatemala

Guinée-Bissau

Guyane

Haïti

Honduras

Hongrie

Islande

Inde

Indonésie

Iran (République islamique d')

Irlande

Israël

Italie

Jamaïque

Japon

Koweït

Kirghizistan

Lettonie

Liban

Luxembourg

Madagascar

Malawi

Malaisie

Maldives

Mali

Malte

Mexique

Monaco

Maroc

Mozambique

Myanmar

Namibie

Pays-Bas

Nouvelle-Zélande

Nicaragua

Niger

Nigeria

Norvège

Oman

Pakistan

Palau

Panama

Paraguay

Pérou

Philippines

Pologne

Portugal

République de Corée

République de Moldavie

Roumanie

Fédération de Russie

Saint-Christophe-et-Nevis

Sainte-Lucie

Arabie Saoudite

Sénégal

Serbie

Seychelles

Singapour

Slovaquie

Slovénie

Afrique du Sud

Sud-Soudan

Espagne

Sri Lanka

Soudan

Suriname

Suède

Suisse

République arabe syrienne

Timor-Leste

Togo

Tonga

Trinité-et-Tobago

Tunisie

Turquie

Turkménistan

Ouganda

Émirats arabes unis

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Uruguay

Zambie

Zimbabwe

# POINT 1. ouverture de la rÉunion

1. La réunion extraordinaire a été ouverte le lundi 16 novembre 2020 à 7 heures, heure de Montréal (midi TUC), par une communication de la Présidente de la quatorzième réunion de la Conférence des Parties, Mme Yasmine Fouad.
2. Dans sa communication d'ouverture, la Présidente s'est félicitée de l'ouverture officielle de la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à la Convention, en parallèle de la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena et de la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya.
3. Exprimant sa solidarité avec les Parties et tous les représentants à ces réunions extraordinaires qui se déroulent en des temps aussi difficiles de lutte contre la COVID-19, la Présidente a exposé les questions d'organisation et distribué une note expliquant la procédure d'accord tacite. Elle a fait circuler pour adoption un projet de décision contenant une proposition de budget intérimaire pour l'année 2021, tel qu'il figure dans le document CBD/ExCOP/2/L.2.

# POINT 2. questions d’organisation

*Administrateurs*

1. Conformément au paragraphe 2 de l'article 21 du règlement intérieur, la Présidente et les Vice-Présidents actuels ont constitué le Bureau de la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties

*Adoption de l'ordre du jour*

1. L'ordre du jour provisoire (CBD/ExCOP/2/1), qui avait été préparé et notifié précédemment aux Parties et aux observateurs par la Secrétaire exécutive conformément aux articles 8 et 13 du règlement intérieur, a été adopté conformément aux précisions figurant aux paragraphes 11 et 12 de l'ordre du jour provisoire annoté (CBD/ExCOP/2/1/Add.1).

*Organisation des travaux*

1. La réunion extraordinaire s'est tenue à distance dans le cadre d'une procédure écrite d'accord tacite telle que décrite aux paragraphes 13 et 14 de l'ordre du jour provisoire annoté et complétée par la communication de la Présidente (CBD/ExCOP/2/L.5) en vue de la reprise de la session. Une brève explication complémentaire de la procédure a été annexée à la communication d'ouverture (CBD/ExCOP/2/L.3) par la Présidente.
2. Le 19 novembre 2020, la réunion extraordinaire a été suspendue par la Présidente. La session a repris le mercredi 25 novembre 2020 à 7 heures, heure de Montréal (midi TUC), pour une période de silence de 48 heures, et devait être close le vendredi 27 novembre 2020 à 8 heures, heure de Montréal (13 heures TUC), une heure après l'expiration de la période de silence.

# POINT 3. Rapport sur les pouvoirs des reprÉsentants À la deuxiÈme rÉunion extraordinaire de la ConfÉrence des Parties

1. Il a été indiqué que 136 Parties à la Convention étaient enregistrées pour la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des Parties. Conformément à l'article 19 du règlement intérieur, le Bureau a indiqué que les représentants de 97 Parties à la Convention avaient présenté, au 26 novembre 2020, des pouvoirs conformes aux exigences de l'article 18 du règlement intérieur. Dans sa communication aux représentants du 19 novembre 2020 (CBD/ExCOP/2/L.4), la Présidente a annoncé que les candidatures des représentants des Parties et les pouvoirs reçus aux fins des réunions extraordinaires seraient maintenus pour la reprise de la session, à moins qu'ils ne soient retirés ou modifiés par les Parties concernées.
2. La Présidente a remercié la membre du Bureau originaire d'Antigua-et-Barbuda, Mme Helena Brown, pour son travail minutieux de vérification, au nom du Bureau, des pouvoirs des représentants inscrits à la réunion.
3. Dans sa communication de clôture, le 27 novembre 2020, la Présidente a rappelé aux représentants qui ne l'avaient pas encore fait de soumettre leurs pouvoirs dès que possible et au plus tard le 31 décembre 2020 et a demandé au Secrétariat d'assurer le suivi avec les Parties concernées.

# POINT 4. proposition de budget intÉrimaire pour 2021

1. Le projet de décision concernant le projet de budget intérimaire soumis aux représentants pour examen et adoption était le résultat de l'examen et des consultations du groupe informel qui avait été créé sous la direction du Bureau et notifié aux Parties et aux observateurs le 6 octobre 2020 ([notification-2020-079](https://www.cbd.int/doc/notifications/2020/ntf-2020-079-budget-en.pdf)). Dans sa communication d'ouverture du 16 novembre 2020, la Présidente a exprimé sa gratitude, au nom du Bureau et en son nom propre, à l'ambassadeur Spencer Thomas de la Grenade pour avoir coordonné et facilité efficacement les travaux du groupe informel.
2. Le projet de décision sur le budget intérimaire pour 2021 (CBD/ExCOP/2/L.2) a été soumis à la procédure d'accord tacite jusqu'à 7 heures du matin, heure de Montréal (midi TUC) le jeudi 19 novembre 2020, pour examen et adoption. Dans sa communication aux représentants du 19 novembre 2020 (CBD/ExCOP/2/L.4), la Présidente a annoncé que le silence avait été rompu et que la proposition de décision ne pouvait pas être adoptée en raison d'un commentaire soumis par le Brésil demandant l'insertion d'une note de bas de page dans le projet de décision, et qu'il avait été décidé, après consultation du Bureau, de suspendre la réunion pour permettre des consultations en vue de résoudre la question.
3. La session a repris le mercredi 25 novembre 2020 à 7 heures, heure de Montréal (midi TUC), pour une période de silence de 48 heures.
4. Dans sa communication d'ouverture de la reprise de la session, le 25 novembre 2020, la Présidente a indiqué que les consultations nécessaires, facilitées par la Présidence et le Bureau, avaient eu lieu au cours des quelques jours suivant la suspension de la réunion. Elle a soumis à nouveau, sans changement, le projet de budget intérimaire pour l'année 2021 (CBD/ExCOP/2/L.2) pour adoption.
5. Dans sa communication de clôture, le 27 novembre 2020, la Présidente a annoncé que le silence n'avait pas été rompu au cours des 48 heures précédentes et, par conséquent, la proposition de budget intérimaire pour le programme de travail de la Convention sur la diversité biologique, pour l'année 2021 (CBD/ExCOP/2/L.2) avait été adoptée. Elle a en outre déclaré que la procédure d'accord tacite appliquée à la réunion avait contribué à la réalisation de ses objectifs.
6. Le représentant du Brésil a fait la déclaration suivante et a demandé qu'elle soit incluse dans le rapport de la Conférence des Parties à la Convention sur sa deuxième réunion extraordinaire:

« L'approbation du budget ne modifie en rien le format et l'organisation des travaux des sessions de négociation du SBSTTA et du SBI. Nous notons qu'il n'existe actuellement aucun consensus entre les parties à la CBD quant au caractère pratique et à la faisabilité de la tenue de réunions et de négociations officielles en ligne. ».

1. La Présidente a remercié tous les représentants pour leur compréhension et leur coopération.

# POINT 5. Adoption DU RAPPORT

1. Comme indiqué au paragraphe 22 de l'ordre du jour provisoire annoté, et tel que mis à jour ultérieurement par les communications de la Présidente, ces communications constituent le plan du présent rapport. Le rapport a été adopté le vendredi 27 novembre 2020, à 8 heures, heure de Montréal (13 heures TUC) sur la base du document CBD/ExCOP/2/L.1.
2. Le rapport serait complété et publié après la réunion, sous la direction de la Présidente.

# POINT 6. CLÔture de la rÉunion

22. La Présidente a exprimé sa gratitude à tous les représentants pour leur coopération en faveur de la tenue de la réunion extraordinaire et pour avoir contribué à son succès. Elle a déclaré la deuxième réunion extraordinaire de la Conférence des parties à la Convention close le vendredi 27 novembre 2020, à 8 heures, heure de Montréal (13 heures TUC).

### \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. CBD/ExCOP/2/2. [↑](#footnote-ref-2)